

RÉSUMÉ DE RECHERCHE PAR DES EXPERTS

Examen de la recherche – Le recours à la force

Préparé par le Dr. Craig Bennell

Professeur, Département de psychologie, Université Carleton

Directeur, Laboratoire de recherche sur l'application de la loi

Que savons-nous au sujet du recours à la force par la police au Canada?

La fréquence du recours à la force

Les estimations du recours à la force sont souvent difficiles à calculer étant donné le manque de données, ainsi que les débats sur la façon de mesurer et de définir la force. Toutefois, les chercheurs qui étudient le sujet s'entendent pour dire que la force est rarement utilisée par la police au Canada (veuillez consulter la recherche effectuée par Baldwin et al. en 2018 qui laisse entendre que la force est exercée dans approximativement 0,08 % des interactions entre la police et le public). Évidemment, il importe de souligner que même ce faible taux de base se traduit par de multiples occasions pendant lesquelles les citoyens canadiens subissent la force exercée par les policiers. Ainsi, la communauté policière doit tout mettre en œuvre afin de s'assurer que tout recours à la force soit approprié.

Les facteurs qui influencent les décisions en matière de recours à la force

Les études sur les facteurs qui influencent les décisions en matière de recours à la force au Canada sont limitées. Toutefois, deux projets de recherche canadiens méritent d'être soulignés. Le premier est mené par Judith Anderson et ses collègues (2018). Ils ont démontré que les interventions axées sur la physiologie (qui comportent l'enseignement en classe, l'apprentissage par rétroaction biologique, et les exercices pratiques visant le changement des activités du système nerveux) peuvent réduire l'usage excessif de la force lors de scénarios à stress élevé puisque ces interventions permettent aux policiers d'adapter leurs réactions physiologiques en fonction des exigences de la situation. Un deuxième projet de recherche émergent mené par Greg Brown étudie actuellement comment les décisions en matière de recours à la force sont influencées par la « nouvelle visibilité de la police » (Brown, 2018, p. 293), soit par l'omniprésence des dispositifs d'enregistrement vidéo et des plates-formes de partage d'information. La recherche de Brown semble indiquer que les policiers utilisent moins de force lors de leurs interactions avec le public qu'ils le feraient si les enregistrements n'étaient pas possibles. Ceci peut être positif, mais seulement si les policiers ne mettent pas leur vie et celle des autres en danger en ajustant leur comportement quant à l'usage de la force.

La sécurité et l'efficacité associés aux moyens d'intervention en matière de recours à la force

Les policiers canadiens ont été formés à l'utilisation de diverses options en matière de recours à la force. Les projets de recherche qui étudient la sécurité et l'efficacité de ces diverses options sont importants puisqu'ils pourraient aider à identifier les moyens qui permettent d'obtenir les meilleurs résultats. Dans le cadre d'un projet de recherche canadien récent, Baldwin, Walker, Blaskovits et Bennell (2017) ont analysé près de 6 000 incidents impliquant le recours à la force afin d'évaluer le lien entre les diverses options et le taux de blessures aux sujets et aux policiers. De plus, ils ont évalué la perception des agents sur l'efficacité de ces diverses possibilités d'intervention. En comparaison aux moyens paralysants ou aux coups, soit la catégorie de référence, la prise d'étranglement vasculaire était perçue comme étant le moyen le plus efficace, tandis que le gaz poivré, les armes à décharge électrique (ADÉ), et les bâtons étaient considérés les moins efficaces. (Les bâtons ont reçu la cote la plus basse en matière d'efficacité.) Toutefois, le taux de blessures aux sujets et aux policiers nous indique qu'il faut établir un équilibre entre les perceptions sur l'efficacité et les questions de sécurité sociale.

Bien que certaines possibilités d'intervention (par ex. le gaz poivré ou les ADÉ) aient été jugées moins efficaces que les moyens paralysants et les coups, ces options étaient plus susceptibles de réduire la fréquence des blessures aux sujets et aux policiers. Parmi toutes les options étudiées, il est intéressant de constater que le bâton n'est pas perçu comme option particulièrement efficace *et* qu'il s'agit du moyen qui entraîne le plus de blessures aux sujets et aux policiers.

Les attitudes et les connaissances acquises quant au recours à la force

Les études canadiennes démontrent que le public a une compréhension limitée du recours à la force. Par exemple, les études effectuées dans mon laboratoire ont révélé que le public ne saisit pas à quel point le recours à la force est rare. Il ne comprend pas non plus la complexité de la dynamique rattachée à l'usage de la force, aux questions juridiques qui entourent le recours à la force, ou l'incidence du stress sur le rendement, le jugement et la mémoire du policier (Corey & Bennell, 2008). Par exemple, il n'est pas rare pour les participants à l'étude d'estimer que la force est utilisée dans 20 % des interactions entre la police et le public, ou encore, que les policiers possèdent les compétences pour cibler avec précision leur tir sur une petite cible en mouvement (par ex. la main d'un sujet). Il n'est donc pas surprenant que ces croyances erronées mènent le public à avoir des préoccupations quant au recours à la force par la police. Des études récentes ont également conclu que le visionnement de vidéos sur des interventions policières controversées a une incidence négative sur les attitudes du public à l'égard de l'usage de la force par la police (par ex. ils ont l'impression que la force est trop souvent utilisée), mais non sur la perception de la police en générale (Boivin et al. 2017).

Répercussions pour la pratique

La collecte de données

Les agences policières doivent recueillir des données adéquates sur le recours à la force et doivent tenter de normaliser la collecte de ces données à travers l'ensemble des services de police. À l'heure actuelle, il est difficile d'identifier les taux d'usage de la force à l'échelle nationale ou encore les divers facteurs (par ex. les caractéristiques d'une rencontre) liés au recours à la force. Il est également difficile d'évaluer l'efficacité et la sécurité des diverses possibilités d'intervention impliquant l'usage de la force, ou de développer des politiques saines, fondées sur des données probantes, en l'absence de renseignements de grande qualité. Une meilleure saisie des données favoriserait également des occasions de recherche additionnelles.

Formation

En l'absence de bonnes données, la formation souffre. La formation à base de scénarios est essentielle et ces scénarios devraient idéalement simuler des situations réelles envisagées régulièrement par les policiers dans une région particulière. Les données recueillies par l'agence peuvent alimenter le développement des scénarios. De plus, les données rattachées à l'efficacité et à la sécurité des diverses possibilités d'intervention peuvent être utilisées pour confirmer le temps accordé à un sujet donné au sein d'un programme de formation (par ex. si une option est jugée inefficace et dangereuse, les services de police peuvent changer le temps accordé à ce sujet).

L'éducation publique

Les connaissances au sujet du recours à la force peuvent avoir une incidence sur la perspective et le comportement du public à l'égard de la police. Sachant que ces connaissances semblent être limitées, des efforts additionnels doivent être déployés pour sensibiliser le public. La police peut jouer un rôle important à ce niveau (par ex. en exposant un maximum de gens aux réalités de la police par l'entremise de co-patrouilles, d'écoles de police pour les citoyens, d'exposition à la formation des policiers, etc.). Les chercheurs peuvent également contribuer à l'éducation publique en menant des études pertinentes et en diffusant largement les résultats et ce, au-delà de l'édition savante.

Références principales

Andersen, J., et al. (2018). Reducing lethal force errors by modulating police physiology. *Journal of Occupational and Environmental Medicine*, 60, 867-874.

Baldwin, S., Hall, C., Blaskovits, B., Bennell, C., Lawrence, C., et Semple, T. (2018). Excited delirium syndrome (ExDS): Subject and officer risk factors in non-fatal use of force encounters. *International Journal of Law and Psychiatry*, 60, 26-34.

Boivin, R., Gendron, A., Faubert, C., et Poulin, B. (2017). The malleability of attitudes toward the police: Immediate effects of the viewing of police use of force videos. *Police Practice and Research*, 18, 366-375.

Bozeman, W. P., et al. (2018). Injuries associated with police use of force. *Journal of Trauma and Acute Care Surgery*, 84, 466-472.